

CHRONIQUE

Vox populi

■ Vu les scores électoraux de Marine Le Pen ou de Donald Trump, faut-il remettre en question le suffrage universel?

Michel Claise

Chroniqueur

Un caillou dans la chaussure

A l'occasion d'un dîner de circonstance, j'entendis un convive clamer: *"Le Pen a perdu. C'est tout de même incroyable qu'elle ait quand même trouvé 33 % de cons pour voter pour elle."* In petto, je pris le contre-pied de cette affirmation qui paraissait pourtant plaire à la table. *"Non ! Marine Le Pen n'a pas perdu les élections!"* Je rassurai les invités immédiatement: point d'erreur de calcul de dernière minute, Macron restait bien "le" président de la République. Et de me lancer dans une diatribe. Non seulement la frontiste a doublé les voix de son père, mais, en outre, elle a réussi par ce moyen succès à mettre le désordre dans le paysage traditionnel du politique français. Exit les partis traditionnels. Dans quelques semaines, les législatives approchant avec, rebelote, la campagne électorale qui, si elle ressemble à la précédente, ne sera finalement qu'une addition d'ego surdimensionnés de candidats incapables de renoncer à leur intérêt personnel au profit de la France, que va-t-il se passer? Qu'importera le score des voix du Front national: plus les votes se disperseront, plus le nouveau président aura du mal à mener une politique cohérente, et ce sera tout bénéfique pour l'extrême droite. Parce que le vrai mal ne pourra être combattu, alors qu'il y a urgence à redresser l'image du pays, lutter contre

les situations catastrophiques dans les provinces et retrouver une économie saine couplée au soutien social. Rendre leur dignité à tous ceux qui ont voté FN, parce qu'au sein des troupes, il n'y a pas que de honteux racistes tatoués de croix gammées. Il y a les gens, les citoyens, qui n'en peuvent plus d'être ignorés dans leur désarroi. Et je refuse qu'on les traite de cons, même s'ils ont choisi le parti de la haine pour combattre ce désarroi.

Etait-ce tellement différent lors des dernières élections américaines? Le monde entier n'en revient toujours pas: Donald Trump, malgré ses sorties racistes, antiféministes, ses propos vulgaires, sa personnalité d'homme d'affaires trouble, etc., bouscule les sondages et l'emporte contre toute attente. C'était négliger le même désarroi des "red-necks" de la profonde Amérique.

Mais faut-il remettre en question le suffrage universel? Le vote pour tous, un droit acquis de haute lutte pour les citoyens, grâce au sacrifice des combattants pour la liberté et les massacres des gens du peuple durant les grandes guerres. Et cet antagonisme cynique: porter en tête ceux qui sont les pires ennemis de la démocratie. La cause? Notre époque. Elle est devenue comme le chaudron des sorcières de Macbeth, dans lequel se mélangent et bouillonnent tous les dangers, les rancœurs, les drames, les égarements, les violences et surtout les peurs de notre société désemparée. Crise économique dont les conséquences sociales ne cessent de

s'aggraver, perte des valeurs face aux scandales des hommes politiques corrompus, terrorisme, émigration incontrôlable, insécurité dans les rues, rejet des communautés différentes, réchauffement climatique, disparition de plusieurs espèces sauvages, crainte de conflits internationaux, chaque citoyen a au moins une bonne raison tirée de cette liste funeste, dont la somme est le triste tableau de notre monde, de voter pour un parti ou un homme populiste ou extrémiste.

Les Pays-Bas viennent d'échapper à Geert Wilders. Mais il s'en est fallu de peu. Raté du côté de la Turquie. Mais remettre le suffrage universel en question dans son principe est intolérable, inacceptable. Par contre, s'interroger sur l'expression citoyenne, telle est l'importance du moment. A quoi s'attendre d'autre, dès que l'image donnée par les gouvernants et le déséquilibre mondial chamboulent les personnes dont l'indécision devient l'inconfort de l'isolement. Que faire? Tous nous sommes concernés: à commencer par refuser l'abstention et ensuite à pousser le dialogue à tout prix. Sans parler de l'immense responsabilité des gouvernants. Notre pays n'échappe pas à ce phénomène. Nous risquons tout autant l'effet électoral inattendu...

Une petite voix à table glissa: *"Vox populi, vox dei."* N'est-ce pas le Diable qui, aujourd'hui, a remplacé Dieu? Je commandai une eau minérale. Le serveur m'apporta un Vichy. Il y a de quoi se sentir cerné.